décrets et arrêtés

CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE

Arrêté réglementaire n° 2018-1 du 30 mars 2018, portant fixation des indemnités et avantages alloués aux membres du conseil supérieur de la magistrature ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le texte est publié uniquement en langue arabe.

MINISTERE DES FINANCES

Décret gouvernemental n° 2018-324 du 29 mars 2018, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la ligne de dotation de soutien à la restructuration financière des petites et moyennes entreprises et les conditions et les méthodes de son intervention.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la constitution,

Vu la loi n° 2002-101 du 17 décembre 2002, portant loi de finances pour l'année 2003 et notamment son article 24,

Vu la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers,

Vu la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018 et notamment son article 14,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, fixant les attributions du ministère des finances,

Vu le décret n° 95-916 du 22 mai 1995, fixant les attributions du ministère de l'industrie, tel que modifié et complété par le décret n° 2010-3215 du 13 décembre 2010,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-124 du 12 septembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2017-247 du 25 novembre 2017, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Après la délibération du conseil des ministres.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Section I

Dispositions générales

Article premier - Peut bénéficier des interventions de la ligne de dotation pour l'appui et la relance des petites et moyennes entreprises instituée en vertu de l'article 14 de la loi n° 2017-66 du 18 décembre 2017, portant loi de finances pour l'année 2018, toute petite et moyenne entreprise dont la valeur des actifs immobilisés bruts varie entre 100 mille dinars et 15 millions de dinars à l'exception des entreprises exerçant dans le secteur du commerce, le secteur de la promotion immobilière, le secteur financier et le secteur des hydrocarbures .

Art. 2 - Peut bénéficier des interventions de la ligne de dotation, les petites et moyennes entreprises, telles que définies par les dispositions de l'article premier du présent décret gouvernemental et qui répondent aux conditions suivantes regroupées :

- rencontrent des difficultés financières,
- sont entrées en activité depuis au moins une année,
- et tiennent une comptabilité conforme à la réglementation en vigueur.

Sont considérées des entreprises rencontrant des difficultés financières, celles répondant aux conditions suivantes durant les trois dernières années:

- dégradation remarquable du chiffre d'affaires,
- dégradation remarquable de la production,
- avoir des impayés auprès du secteur bancaire,
- enregistrant des pertes successives ou avoir des fonds propres atteignant un niveau inférieur à la moitié du capital.

Art. 3 - Ne peut bénéficier des interventions de la ligne de dotation, toute entreprise qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- soumise aux procédures de règlement judiciaire prévues dans le cadre de la loi n° 2016-36 du 29 avril 2016, relative aux procédures collectives,